

PREFECTURE DU BAS-RHIN

MFG/CS

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT
Bureau de l'Environnement et
des Espaces Naturels

N°

Référence à rappeler dans la réponse

Dossier suivi par Mme GODART
Tél. 88.21.62.72

STRASBOURG, le
5, place de la République
Tél. 88.21.67.68
Télécopie : 88.21.61.55


BORDEREAU D'ENVOI

LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE
PRÉFET DU BAS-RHIN

DRIRE ALSACE
29 JUIL 1994
STRASBOURG

à M

Monsieur le directeur régional de
l'industrie, de la recherche et
de l'environnement
1, rue Pierre Montet
67082 STRASBOURG CEDEX

Analyse de l'Affaire	Nombre de pièces	Objet de transmission
<p>INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</p> <p>Arrêté préfectoral en date du 29 JUIL. 1994 recodifiant l'ensemble des activités de STEELCASE-STRAFOR à STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN :</p> <p>- ampliation</p>	<p>1</p>	<p>Transmis pour information.</p> <p>LE PREFET,</p> 

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
P R É F E C T U R E D U B A S - R H I N
DIRECTION DES ACTIONS
DE L'ETAT
Bureau de l'environnement
et des espaces naturels

ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1981 modifié par l'arrêté préfectoral du 14 janvier 1987, autorisant la Société STEELCASE-STRAFOR à exploiter ses installations ;
- VU la demande présentée par la Société STEELCASE-STRAFOR dont le siège social se situe 56, rue Jean Giraudoux à STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN en vue de recodifier ses installations modifiées sur le même site ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique qui s'est déroulée pendant un mois soit du 15 décembre 1993 au 15 janvier 1994 à la mairie de STRASBOURG ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 mai 1994 portant prolongation du délai pour statuer
- VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur ;
- VU l'avis des conseils municipaux de STRASBOURG, ECKBOLSHEIM, LINGOLSHEIM, MITTELHAUSBERGEN et WOLFISHEIM ;
- VU l'avis du directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- VU l'avis du directeur de l'agence financière de bassin Rhin-Meuse ;
- VU l'avis du chef du service de l'eau et des milieux aquatiques auprès du directeur régional de l'environnement ;

...

VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

VU l'avis du directeur départemental du travail et de l'emploi ;

VU l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

VU le rapport en date du 9 juin 1994 du technicien de l'industrie et des mines de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement - inspecteur des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 5 juillet 1994 ;

APRES communication à la société requérante du projet d'arrêté d'autorisation ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

...

A R R E T E

Article 1er : La Société STEELCASE-STRAFOR dont le siège social se situe 56, rue Jean Giraudoux à STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN est autorisée à exercer sur son site les activités de conception, fabrication et commercialisation de mobilier de bureaux et de rangements.

A) PRESCRIPTIONS GENERALES

Titre 1er - GENERALITES

Article 2 : Champ d'application

Le présent arrêté abroge les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 novembre 1981 modifié par l'arrêté préfectoral du 14 janvier 1987, et recodifie l'ensemble des activités de transformation de tôles fines, de serrurerie, de traitement de surface et de peinture.

Sont visées les installations classées répertoriées dans le tableau ci-dessous :

Désignation	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Installations de combustion, lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont exclusivement du fioul domestique ou du gaz naturel, la puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 20 MW	153 BIS A-1	A	38,1	MW
Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, la puissance absorbée est supérieure à 500kW, les fluides comprimés étant ni toxiques, ni inflammables	361 B-1	A	800	kW
Application à froid par le procédé dit "au trempé" sur support quelconque de vernis et peintures à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie, la quantité de vernis réunie dans l'atelier étant supérieure à 100 litres.	405 B-2-a	A	1 800	l
Application par pulvérisation sur support quelconque de vernis et peintures à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie, la quantité de vernis utilisée journalièrement pouvant même exceptionnellement, dépasser 25 litres.	405 B-1-b	A	1 500	l

Désignation	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Cuisson ou séchage des vernis, peintures, encres d'impression appliquées sur supports quelconques, les vernis, peintures ou encres étant à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie, le séchage étant effectué dans un tunnel dont la température ambiante dépasse 80°C.	406 1-b	A	180	°C
Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW.	2560-2	A	3052	kW
Traitement électrolytique ou chimique des métaux ou matières plastiques, pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation ou la démétallisation, le volume des cuves de traitement est supérieur à 1 500 litres	2565 2-a	A	9 200	l
Décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique.	2566	A		
Dépôts de liquides inflammables de la 1ère catégorie (coefficient 1) représentant une capacité nominale supérieure à 10 m³ mais inférieure à 100 m³.	253-B	D	60	m³
Dépôts de liquides inflammables de la 2ème catégorie dans des réservoirs (coefficient 15) représentant une capacité nominale supérieure à 150 m³ mais inférieure à 1 500 m³.	253-D	D	500	m³
Composants, appareils et matériels imprégnés, en exploitation, contenant plus de 30 litres de polychlorobiphényles ou polychloroterphényles	355-A	D	2407	kg
Installations de simple mélange à froid de liquides inflammables, la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence susceptible d'être présente dans l'atelier étant supérieure à 1 t, mais inférieure à 10 t.	1433-2	D	5	t
Emploi ou réemploi de matières plastiques ou résines synthétiques, par des procédés exigeant des conditions particulières de pression et de température (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud ...), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j.	2661 1-b	D	1,2	t/j

Désignation	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximum du courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 Kw	2925	D	180	kW

Article 3 : Conformité aux plans et données techniques

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, sauf dispositions contraires du présent arrêté.

Article 4 : Mise en service

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

Article 5 : Accident - Incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 6 : Modification - Extension

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Article 7 : Abandon de l'exploitation

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Titre II : PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

1) PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 8 : Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne devra pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Cette disposition est applicable aux effluents gazeux captés dans les ateliers, aux buées, fumées et autres émanations nuisibles ou malodorantes.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Article 9 : Conduits d'évacuation

Les conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère des installations de combustion devront être dimensionnés en hauteur et en section conformément aux règles qui leur sont propres :

- arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.
- arrêté interministériel du 12 juillet 1990 portant création d'une zone de protection spéciale contre les pollutions atmosphériques dans l'agglomération strasbourgeoise.
- arrêté du 1er mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Leur forme, notamment dans la partie la plus proche du débouché, devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents. Il est en particulier interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

Article 10 :

Les installations de stockage, de manipulation, de transvasement, de produits ainsi que les cuves de traitements doivent être conçues et équipées de dispositifs de captage et d'aspiration de manière à limiter les émissions de polluants dans l'atmosphère.

Article 11 :

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101,3 kilopascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

Les rejets atmosphériques de l'établissement doivent présenter au maximum les caractéristiques suivantes :

a) Installations de combustion

Les installations de combustion exploitées par la société STEELCASE-STRAFOR sont composées de :

- trois générateurs pour la production d'eau surchauffée alimentés au gaz naturel de puissance respective de 5,1 MW, 8,1 MW et 14,5 MW
Ces générateurs sont susceptibles d'utiliser du fioul lourd TBTS en cas d'interruption d'alimentation en gaz naturel.
Toutefois l'utilisation du fioul lourd TBTS ne doit pas dépasser une durée maximale de 200 heures par an.
- quatre générateurs d'air chaud utilisant du gaz naturel et totalisant une puissance de 4,4 MW.

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- 150 mg/m³ en NO_x

b) Installation de pulvérisation et de séchage de peintures et de poudres

- cabines de peintures par poudrage ou laquage
- tunnels de séchage et cuisson des lignes de peinture fonctionnant en veines d'air au gaz naturel et totalisant une puissance d'environ 6 MW.

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- 50 mg/m³ en poussières
- 100 mg/m³ en composés organiques totaux.

c) Lignes de traitements de surface

Les émissions atmosphériques des lignes de traitements de surface (gaz, vapeurs, vésicules, particules, etc...) émises au-dessus des baignoires seront captées et épurées au moyen de techniques adaptées (laveurs de gaz, dévésiculeurs, etc...) avant rejet à l'atmosphère.

Aucun solvant halogéné n'est utilisé sur le site

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs des lignes de traitement de surface et de leur étuve de séchage devront respecter les limites fixées comme suit :

- Acidité totale : 0,5 mg/m³
- Alcalins exprimés en OH⁻ : 10 mg/m³
- NOx, exprimés en NO₂ : 100 mg/m³
- NH₃ : 50 mg/m³
- Solvants organiques : 150 mg/m³

d) Installation de décapage des balancelles

Les effluents gazeux rejetés par les installations de décapage des balancelles sur lit fluidisé doivent respecter les limites fixées comme suit :

- poussières totales : 30 mg/Nm³
- métaux lourds (chrome, plomb, cuivre, zinc) : 5 mg/Nm³
- composés organiques (carbone total) : 20 mg/Nm³

2) PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DECHETS

Article 12 : Principes généraux

L'exploitant s'attachera à réduire le flux de production de déchets de son établissement. Il organisera par consigne la collecte et l'élimination de ces différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 et ses textes d'application), ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

Article 13 : Caractérisation des déchets

L'exploitant mettra en place, à l'intérieur de son établissement, une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets .

Les déchets industriels spéciaux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement devront faire l'objet de traitements particuliers garantissant tout risque de pollution.

Article 14 : Stockage interne

Le stockage temporaire des déchets dans l'établissement se fera dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantiront la prévention des pollutions et des risques.

Toute mise en dépôt à titre définitif de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 15 : Elimination - valorisation

1) La valorisation des déchets tels que le bois, papier, carton, verre... devra être prioritairement retenue.

2) Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

3) L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée par une entreprise spécialisée, régulièrement autorisée à cet effet au titre de la loi 76-663 du 19 juillet 1976.

4) Chaque lot de déchets spéciaux, expédié vers l'éliminateur devra être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

5) Les huiles usagées seront éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

Article 16 : Bilans

L'exploitant devra tenir à jour un registre sur lequel pour chaque grande catégorie de déchets sont portés :

- leur nature et leur origine,
- les quantités produites,
- la date et le mode d'enlèvement utilisé,
- leur destination et le mode d'élimination prévu.

Ce registre sera tenu pendant un délai d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

3) PREVENTION CONTRE LE BRUIT ET LES VIBRATIONS

Article 17 : Principes généraux

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, lui sont applicables.

Article 18 : Insonorisation des engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué, au titre du décret du 18 avril 1969.

Article 19 : Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 20 : Niveaux acoustiques

Les niveaux limites admissibles de bruit ne devront pas excéder du fait de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-dessous :

EMPLACEMENT	NIVEAUX LIMITES ADMISSIBLES DE BRUIT en db (A)		
	jour 7h à 20h	périodes intermédiaires 6h à 7h - 20h à 22h	nuit 22h à 6h
En limite de propriété	65	60	55

4) PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Article 21 : Prélèvements d'eau

L'exploitant devra se munir des autorisations nécessaires aux prélèvements d'eau.

Toutes les installations de prélèvement d'eau seront munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif doit être relevé journalièrement, les résultats de ces relevés seront portés sur un registre, éventuellement informatisé, qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables et notamment à l'occasion de remplacement de matériel, à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement.

Afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau potable, le branchement du réseau d'eau interne de l'entreprise sur le réseau public sera muni d'un disconnecteur.

Article 22 :

Un plan du réseau d'égouts faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les ouvrages de rejet, au nombre de deux, seront aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.

Article 23 : Aménagements pour prévenir les pollutions accidentelles

1. Egouts

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas, ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.

Les canalisations de rejets des effluents (eaux industrielles, eaux sanitaires et eaux pluviales) seront équipées en aval des installations, d'un dispositif tel que vanne à commande manuelle et électrique, permettant de stopper toute pollution accidentelle et d'isoler le réseau interne en cas d'un incendie.

2. Capacités de rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé,
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Les appareils de mélange, de pompage et de transvasement de ces fluides seront également situés sur des capacités de rétention.

Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements de liquides inflammables ou dangereux seront étanches et reliées à des rétentions dimensionnées suivant les mêmes règles.

Article 24 : Conditions de rejet des effluents produits par l'établissement

24.1. Dispositions générales

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas de fonctionnement normal ou anormal des installations, de rejets directs ou indirects de liquides dangereux ou insalubres susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique, ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement, de dégager en égout, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus est interdit.

24.2. Réglementation applicable

A défaut d'autres prescriptions du présent arrêté, les rejets des installations seront soumis aux dispositions de l'arrêté du 1er mars 1993 (J.O. du 28/03/93), relatif aux prélèvements d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les effluents issus des lignes de traitements de surface sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 26 septembre 1985 relatif aux traitements de surface.

24.3. Rejets des eaux

Les eaux sanitaires seront traitées en conformité avec les instructions en vigueur concernant le code de la santé publique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées subiront un traitement approprié avant leur rejet garantissant une teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l selon la norme NF T 90 114.

Le site de la Société STEELCASE-STRAFOR dispose de deux émissaires de rejet des eaux usées vers le réseau d'assainissement collectif de la ville de Strasbourg lui-même relié à la station d'épuration de la communauté urbaine de Strasbourg.

- Le réseau "Est" collectant uniquement des eaux pluviales et domestiques ainsi que certaines eaux pluviales de voirie (notamment cour de la porte sud).

- Le réseau principal "Ouest" collectant les eaux pluviales, domestiques, de procédés et de voirie du reste du site ainsi que les effluents en provenance de la société CLESTRA-HAUSERMAN.

Les effluents rejetés dans cet émissaire (réseau "Ouest") devront respecter les caractéristiques suivantes :

Effluents de la société STEELCASE-STRAFOR

Débit moyen : 660 m3/jour

PARAMETRES	Normes de mesures	Effluents rejetés dans le réseau d'assainissement (Ouest)	
		en mg/l	en kg/j
pH		compris entre 5,5 et 8,5	
Température		< 30°C	
DCO	NF T 90 101	125	80
DBO ₅	NF T 90 103	30	20
MES	NF T 90 105	30	20
Hydrocarbures	NF T 90 114	10	5
Azote total	NF T 90 110	30	20
Solvants halogénés	NF T 90 125	0	0
Chrome total		1	0,5
Métaux totaux		10	7

Effluent global (STEELCASE-STRAFOR + CLESTRA-HAUSERMAN)

Débit moyen : 960 m3/jour

PARAMETRES	Normes de mesures	Effluents rejetés dans le réseau d'assainissement (Ouest)	
		en mg/l	en kg/j
pH		compris entre 5,5 et 8,5	
Température		< 30°C	
DCO	NF T 90 101	125	130
DBO ₅	NF T 90 103	30	30
MES	NF T 90 105	30	30
Hydrocarbures	NF T 90 114	10	10
Azote total	NF T 90 110	30	30
Solvants halogénés	NF T 90 125	0	0
Chrome total		1	0,5
Métaux totaux		10	8

Article 25 : Prévention de la pollution des eaux souterraines

La qualité des eaux souterraines en aval des installations de la société STEELCASE-STRAFOR, est contrôlée à l'aide d'un réseau piézométrique constitué de cinq piézomètres (profondeur 15 mètres crépinés sur 9 mètres à la base) complété par les trois puits existants.

- deux piézomètres en limite sud du site (en amont du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe phréatique);
- deux piézomètres en limite nord du site (en aval du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe phréatique);
- un piézomètre implanté sur le site de la société MONOMATIC, rue de l'Engelbreit (en amont du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe phréatique);
- un puits "incendie" (272-2-32) d'une profondeur de 16 mètres;
- le puits principal de pompage des eaux industrielles (272-2-234) prélevant en dessous d'une profondeur de 29 mètres;
- le puits (272-2-34) non équipé de pompe.

5) DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE

Article 26 : Dispositions générales

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement sera entouré d'une clôture efficace et résistante ou de tout autre moyen présentant des garanties équivalentes.

Article 27 : Définition des zones de dangers

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones à risque incendie sont constituées de volumes où en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones à risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.

Article 28 : Conception générale de l'installation

Les bâtiments, locaux, appareils seront conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre. En particulier les mesures suivantes seront retenues :

28.1. Accès, voies et aires de circulation : A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de son établissement.

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours qui devront pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

28.2. Les salles de commande et de contrôle seront conçues de façon à ce que lors d'un accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures permettant d'organiser l'intervention nécessaire et de limiter l'ampleur du sinistre.

Article 29 : Mesures constructives

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présenteront des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare-flammes...) adaptées aux risques encourus.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie devra pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements devra en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande seront reportés près des accès et devront être facilement repérables et aisément accessibles.

Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre. Les règles d'installation des paratonnerres sont définies par la norme NF C 17-100 homologuée du 5 janvier 1987.

Article 30 : Exploitation

Toutes substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces dispositions devront être clairement apparentes.

Un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées listera les produits stockés, les quantités, les lieux de stockage...

Article 31 : Détection et alarme

Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion seront équipés d'un réseau permettant la détection précoce et le traitement automatique d'un sinistre.

Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde...), ou à l'extérieur (société de gardiennage...).

Article 32 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, en particulier :

- Le réseau interne de distribution d'eau, du type maillé assurant un débit de 225 m³/h et desservant :

* à l'extérieur des bâtiments :

- . 16 poteaux d'incendie normalisés (diamètre 100 mm) répartis en couverture des différents bâtiments ;
- . 3 bouches incendies en partie sud-ouest du site

* à l'intérieur des bâtiments "Usine de rangements":

- . 1 colonne humide
- . 3 bouches incendie
- . un réseau RIA
- . des réseaux d'extinction automatique à eau (magasin peinture, locaux circulant, cabines de laquage)

* à l'intérieur des bâtiments "Usine de bureaux":

- . 1 colonne humide
- . un réseau RIA
- . des réseaux d'extinction automatique à eau (cabines de laquage)

* à l'intérieur des bâtiments "Unité support technique et centre de distribution":

- . un réseau RIA

ainsi que des extincteurs en nombre suffisant, adaptés aux risques à défendre et répartis judicieusement dans l'enceinte de l'établissement ;

Des moyens mobiles sont également disponibles dans un local pompier.

Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz,...) seront bien matérialisés et facilement accessibles.

Article 33 : Consignes d'exploitation

L'exploitant établira les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixeront le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par tout le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnels d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En particulier :

- les installations présentant le plus de risques, auront des consignes écrites et/ou affichées. Celles-ci comporteront la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, ou en période d'arrêt ;
- toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs seront affichées.

Ces consignes seront compatibles avec le Plan d'intervention des secours extérieurs éventuellement établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes devront avoir lieu tous les ans, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5) CONTROLES

Article 34 : Principes généraux

D'une manière générale, tous les rejets et émissions devront faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par le permissionnaire indépendamment de ceux inopinés ou non, que l'inspection des installations classées pourra demander. Ces contrôles devront permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles seront à la charge du permissionnaire.

Article 35 : Contrôle des rejets d'eaux

Les ouvrages de rejets d'eaux résiduaire seront équipés de dispositifs permettant l'exécution dans de bonnes conditions du contrôle des rejets. Les échantillons qui seront prélevés proportionnellement aux débits sont destinés d'une part aux autocontrôles que réalise le permissionnaire et d'autre part aux contrôles exercés par l'inspection des installations classées et par le service chargé de la police des eaux. Les modalités de conservation des échantillons seront établies en accord avec ces services dans l'exercice des missions qui leur incombent.

Le permissionnaire est tenu également de permettre l'accès, à toute époque, à ces dispositifs aux agents de ces services.

Il pourra être procédé, par les agents de ces services, de façon inopinée, à ces prélèvements dans les effluents et dans les eaux réceptrices, et à leur analyse par un laboratoire agréé, à la charge de l'exploitant. Le nombre des contrôles à sa charge sera toutefois limité à quatre par an, sauf dans le cas où les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté ne seraient pas respectées.

La surveillance et le contrôle de la qualité des rejets seront assurés par des prélèvements d'échantillons moyens représentatifs de la qualité des effluents, avant rejet dans le réseau d'assainissement de la communauté urbaine de Strasbourg:

Un contrôle des effluents sera effectué par l'exploitant. Les résultats seront consignés dans un cahier tenu à disposition de l'Inspecteur des installations classées, du service chargé de la police des eaux et des représentants du gestionnaire du réseau.

Ce contrôle portera sur les paramètres suivants :

PARAMETRES	FREQUENCES
Débit	Continu
pH	Continu
Température	Continu
DCO	Bi-hebdomadaire
MES	Bi-hebdomadaire
DBO	Hebdomadaire
Hydrocarbures	Hebdomadaire
Chrome total	Hebdomadaire

Article 36 : Contrôle des rejets atmosphériques

Les conduits d'évacuation des rejets atmosphériques seront équipés de dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur d'échantillons destinés à l'analyse.

L'exploitant réalisera annuellement une campagne de mesure des effluents atmosphériques définie comme suit :

1) Ligne de traitement de surface :

- . ligne TAM ou SERIPP alternativement
- . ligne TUNZINI ou COLONAIR alternativement
- . ligne G 2 M

paramètres mesurés :

- . acidité totale exprimée en H^+
- . alcalins exprimés en OH^-
- . composés organiques volatils

2) Ligne de laquage

- . ligne G 2 M ou SERIPP alternativement
- . ligne TUNZINI

paramètres mesurés

- poussières
- composés organiques volatils.

Dans le cas des contrôles alternatifs, tout dépassement des normes fixées entraînera une nouvelle campagne de mesure sur les 2 lignes en cause (ligne déjà contrôlée lors de la campagne + ligne non contrôlée).

Article 37 : Contrôle des conditions d'élimination des déchets

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent et relatives à l'élimination des déchets générateurs de nuisances, selon les modèles figurant en annexe 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 sus-indiqué.

Article 38 : Contrôle de la qualité de eaux souterraines

L'exploitant fera procéder à un contrôle de la qualité des eaux souterraines selon les conditions suivantes :

- semestriellement sur les 2 piézomètres au nord du site (aval),
- annuellement sur les 3 puits d'alimentation.

paramètres mesurés

- éléments moyens : pH, conductivité, Th, Cl^- , SO_4^{--} , NO_3^-
- solvants organohalogénés
- hydrocarbures totaux,
- BTX et éthylbenzène.

De plus une analyse de potabilité sera effectuée trimestriellement sur le puits principal d'alimentation.

Article 39 : Transmission des résultats

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées mensuellement, le résultat des différents contrôles prévus précédemment dans son établissement.

De plus, il adressera les résultats des contrôles des rejets d'eau, au service chargé de la police des eaux (resp. à la collectivité gestionnaire du réseau d'assainissement) ainsi qu'au Service des eaux et de l'assainissement du Bas-Rhin.

Les résultats de tous ces contrôles seront commentés en particulier les phases d'éventuels dépassements seront analysées dans le but de définir les mesures à prendre pour y remédier.

B) PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Titre I : INSTALLATIONS DE REFRIGERATION OU DE COMPRESSION

Article 40 :

Sous cette dénomination sont comprises les installations de compression d'air comprenant :

- un compresseur à vis (ALCATEL) d'une puissance de 200 kW
Capacité 2000 m³/h refroidi par eau recyclée
- un compresseur à vis (ATLAS COPCO) d'une puissance de 220 kW
Capacité 2220 m³/h refroidi par eau recyclée
- deux compresseurs (SPIRO) de puissance unitaire de 90 kW
Capacité 900 m³/h et 1000 m³/h refroidis par eau recyclée
- un compresseur à vis (SULLAIR) d'une puissance de 200 kW
Capacité 2100 m³/h

Article 41 :

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Article 42 :

Toutes dispositions seront prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Des filtres maintenus en bon état de propreté devront empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur.

Si la compression comporte plusieurs étages, le gaz devra être convenablement refroidi à la sortie de chaque étage intermédiaire du compresseur. Des thermomètres permettront de lire la température du gaz à la sortie de chaque étage des compresseurs.

Article 43 :

Un dispositif sera prévu sur les circuits d'eau de refroidissement permettant de contrôler à chaque instant la circulation de l'eau.

Les compresseurs seront pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

Un autre dispositif à fonctionnement automatique empêchera la mise en marche du compresseur ou assurera son arrêt en cas d'alimentation insuffisante en eau.

Article 44 :

L'arrêt du compresseur devra pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins sera placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

En cas de dérogation à cette condition, des clapets seront disposés aux endroits convenables pour éviter des renversements dans le circuit du gaz, notamment en cas d'arrêt du compresseur.

Article 45 :

Des dispositifs efficaces de purge seront placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation seront susceptibles de s'accumuler.

Toutes mesures seront prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manoeuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Les parois intérieures des accumulateurs seront examinées périodiquement pour déceler les amorces de fissures par corrosion.

Titre II : APPLICATION ET SECHAGE DES PEINTURES ET VERNIS

Article 46 :

Sous cette dénomination sont compris les cabines de mise en peinture et les fours de cuisson des peintures des lignes G2M, TAM, SERRIP, COLONAIR et TUNZINI.

Article 47 :

D'une manière générale, les installations devront répondre d'une part aux prescriptions du décret n° 47-1619 du 23 août 1947 modifié, notamment en ce qui concerne les titres I et II et d'autre part aux dispositions du décret n° 90-53 du 12 janvier 1990 modifiant les dispositions du chapitre III du titre III du livre II du Code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et définissant les conditions d'hygiène et de sécurité auxquelles doivent satisfaire les cabines de projection, les cabines et enceintes de séchage et les cabines mixtes de projection et de séchage destinées à l'emploi de peintures liquides, de vernis, de poudre ou de fibres sèches.

Article 48 :

Le sol des ateliers autour des installations sera imperméable, disposé de façon à constituer une cuvette étanche de retenue, afin qu'en aucun cas les liquides répandus ne puissent s'écouler au dehors.

Il sera fait d'un matériau lisse, non susceptible de donner des étincelles par le choc d'un outil en acier ou par frottement de chaussures.

Les portes de séparation des autres ateliers devront être maintenues en permanence en bon état de fonctionnement et dégagées de tous objets susceptibles d'entraver leur fermeture en cas de sinistre.

La partie supérieure de l'atelier renfermera des exutoires de fumées à raison de 1 % de la surface du sol de l'atelier. Leur ouverture automatique sera doublée d'une commande manuelle répartie près des accès.

Article 49 :

Il existera des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière). Ces interrupteurs seront placés à l'extérieur des installations dans un endroit visible et facilement accessible.

Un préposé responsable coupera le courant dès la cession du travail.

Article 50 : Nettoyage des ateliers

On pratiquera de fréquents nettoyages, tant du sol que de l'intérieur des installations, des conduits d'aspiration et d'évacuation des gaz, de manière à éviter toute accumulation de poussières et vernis secs susceptibles de s'enflammer.

Ce nettoyage sera effectué de façon à éviter la production d'étincelles. L'emploi de lampe à souder ou d'appareils à flammes pour effectuer ce nettoyage est interdit. Les consignes seront établies dans ce sens.

Article 51 : Exploitation

Aucun stockage de peintures ou solvants ne sera effectué dans les installations ou à proximité.

L'emploi d'air ou d'oxygène comprimé pour effectuer le transvasement ou la circulation des liquides est interdit. Il est interdit à toute personne de pénétrer dans la cabine pendant son fonctionnement.

Article 52 : Ventilation

Les ventilations seront assurées par ventilateurs mécaniques. Toutes les hottes et conduits d'aspiration et de refoulement seront en matériaux incombustibles. La résistance au feu de leur structure sera coupe-feu de degré une heure.

La teneur en solvant dans les gaines d'extraction devra en tous cas demeurer inférieure au quart de leur limite inférieure d'inflammabilité.

Dans le cas des cabines d'applications manuelles, les bouches d'aspiration et les diffuseurs d'air frais seront disposés de manière que l'opérateur soit toujours dans la zone d'air renouvelé.

Article 53 : Asservissement particulier

Pour obvier au risque d'inflammation et d'explosion, il conviendra de mettre en place tous appareils et asservissements de manière à ce que la concentration en vapeurs de solvants en tout point des installations et dans les conduits (gainés d'extraction et de recirculation) demeure en toutes circonstances inférieure au quart de la limite inférieure d'inflammabilité en mélange avec l'air du solvant le plus facilement inflammable.

En outre, l'arrêt des ventilateurs d'extraction devra commander l'arrêt immédiat des installations, mais l'arrêt de l'appareillage ne doit pas provoquer l'arrêt immédiat de la ventilation. Une temporisation adaptée devra être mise en place.

Article 54 : Installations de séchage

Les installations de séchage en veine d'air seront exploitées en respectant strictement les consignes du constructeur.

La température ambiante sera contrôlée en permanence. Des dispositifs de sécurité tels que régulateurs ou limiteurs de température, seront utilisés en tant que de besoin.

Le chauffage des installations sera subordonné à la mise en marche préalable de leurs ventilateurs d'extraction et de ceux assurant l'évacuation de vapeurs de solvants des cabines.

Article 55 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion seront applicables aux ateliers de mise en peinture.

Tout matériel électrique situé dans les installations ou à proximité sera de "sûreté".

Il est interdit de fumer et sauf autorisation spéciale, d'y introduire des objets pouvant produire à l'air libre des flammes ou des étincelles à proximité ou dans les installations.

Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans l'atelier, sur les cabines et sur les portes d'accès de l'atelier.

Les pistolets sont équipés d'un dispositif de limitation de courant afin de limiter l'énergie potentielle d'une décharge haute tension éventuelle de façon à ne jamais atteindre le point d'inflammabilité du mélange poudre-air.

Les convoyeurs, cabines et conduits d'aspiration et de refoulement seront métalliques et reliés à une mise à la terre électrostatique.

On s'assurera périodiquement de la qualité des contacts électriques et on contrôlera rigoureusement la mise à la terre des installations.

Les contacts intempestifs entre les pièces à peindre et les éléments conducteurs devront être évités.

Titre IV : TRAITEMENTS CHIMIQUES ELECTROLYTIQUES ET THERMIQUE DES METAUX

Article 60 :

Sous cette dénomination sont comprises les installations de dégraissage et de préparation de surfaces des pièces métalliques.

Les chaînes de traitement se composent principalement des cuves suivantes :

*** ligne G2M (Usine de rangement)**

- Dégraissage alcalin : 21 m³
- Rinçage 1 (eaux provenant du rinçage 2): 3,5 m³
- Dégraissage phosphatant : 15 m³
- Rinçage 2 (eau brute) : 3,5 m³
- Passivation chromique (sels de CrVI) : 6,0 m³
- Rinçage 3 (eau déminéralisée) : 2,0 m³

*** ligne TAM (Usine de rangement)**

- Dégraissage phosphatant 1 : 6,5 m³
- Dégraissage phosphatant 2 : 12,0 m³
- Rinçage 1 (eau brute) : 3,9 m³
- Rinçage 2 (eau brute) : 3,9 m³

*** ligne SERIPP (Usine de rangement)**

- Dégraissage phosphatant 1 : 7,0 m³
- Dégraissage phosphatant 2 : 13,0 m³
- Rinçage 1 (eau brute) : 4,2 m³
- Rinçage 2 (eau brute) : 4,2 m³

*** ligne COLONAIR (Usine de bureaux)**

- Dégraissage phosphatant 1 : 5,0 m³
- Dégraissage phosphatant 2 : 6,5 m³
- Rinçage 1 (eau provenant du rinçage 2) : 6,5 m³
- Rinçage 2 (eau brute) : 6,5 m³

*** ligne TUNZINI (Usine de bureaux)**

- Dégraissage phosphatant 1 : 3,5 m³
- Dégraissage phosphatant 2 : 6,7 m³
- Rinçage 1 (eau provenant du rinçage 2) : 5,0 m³
- Rinçage 2 (eau brute) : 5,0 m³

Chaque ligne de traitement de surface est équipée d'un tunnel de séchage des pièces alimenté soit par brûleur fonctionnant au gaz naturel à veine d'air, soit à l'aide d'échangeur à eau surchauffée.

La coupure de l'alimentation HT sera automatique lorsqu'une masse de l'installation normalement à la terre approchera de trop près une partie sous tension.

Article 56: Détection et extinction des incendies

Toutes les cabines de mise en peinture sont équipées de systèmes automatiques de détection et d'extinction.

Dans le cas d'installation d'extinction fonctionnant au halon ou au CO₂, l'injection de gaz sera temporisée afin de permettre aux opérateurs éventuels de sortir de l'enceinte de la cabine.

Article 57 : Installation de peinture au trempé (ligne TUNZINI)

Aucun personnel ne doit être présent dans l'enceinte de la cabine pendant son fonctionnement.

La cuve de peinture est équipée d'un système de régulation de la température avec thermostat limiteur

Un dispositif de "vide-vite" permettant la vidange rapide de la cuve de travail vers une cuve d'un volume suffisant (20 m³) est asservi au système de détection incendie. Ce dispositif doit pouvoir être manoeuvré manuellement.

Titre III : TRAVAIL MECANIQUE DES METAUX ET ALLIAGES

Article 58 :

Sous cette dénomination sont compris les ateliers où se pratique le travail mécanique des métaux tels que découpage, cisailage, perçage, pliage, profilage, formage, etc....

Article 59 :

Les ateliers seront convenablement clôturés sur l'extérieur pour éviter la propagation de bruits gênants, même accidentels. Ils seront, de préférence, éclairés et ventilés uniquement par la partie supérieure, par des baies aménagées de façon qu'il n'en résulte aucune diffusion de bruit gênant pour le voisinage.

Les portes et fenêtres ordinaires des ateliers seront maintenues fermées pendant l'exécution des travaux bruyants.

Article 61 :

Les installations susindiquées seront aménagées et exploitées conformément aux prescriptions de l'Instruction Technique annexée à l'Arrêté Ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitements de surface dont une copie est annexée au présent arrêté.

Article 62 : Aménagement

Les appareils (cuves, filtres, canalisations, stockages...) susceptibles de contenir des acides, des bases et des produits toxiques de toute nature ainsi que les déchets de ces produits sont construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit, revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, ou toxiques de toute nature ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout déversement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention est au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solutions concentrées situées dans l'emplacement à protéger.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence de produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Elles sont conçues et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mélanger (cyanure et acides, hypochlorite et acides ... par exemple).

Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur des bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

Le circuit de régulation thermique ne comprendra pas de circuits ouverts.

Article 63 : Exploitation de l'atelier

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexe, stockage, rétention, canalisation...) est vérifié périodiquement par l'exploitant notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Seul un préposé nommément désigné et spécialement formé, a accès aux dépôts de produits concentrés dans un local spécial, fermé à clé.

Celui-ci ne délivrera que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains ; ces produits ne doivent pas séjourner dans les ateliers.

Article 64 :

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes spéciales de sécurité sont établies et affichées en permanence dans l'atelier de traitements de surface.

Ces consignes spécifient notamment :

- la liste et la chronologie des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité ;
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;
- la nature et la fréquence des contrôles et la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation de traitement ;
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance ;
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;
- l'exploitant s'assure régulièrement de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

Article 65 :

L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître la position des bacs, leur volume et la concentration des produits, les sources de circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Ce schéma est présenté à l'inspection des installations classées sur sa demande.

Un préposé dûment formé contrôlera les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets conformément au manuel de conduite et d'entretien. Ce document, maintenu en bon état, est mis à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa demande. Le préposé s'assure notamment de la présence des réactifs nécessaires et du bon fonctionnement des systèmes de régulation, de contrôle et d'alarme.

Article 66 :

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir un débit d'effluents le plus faible possible. Ce débit doit correspondre à un niveau moyen, pour chaque fonction de rinçage nécessaire dans une chaîne de traitement, à moins de 8 litres par mètre carré de surface traitée.

Toutes les lignes sont équipées d'unités de régénération des bacs de dégraissage par ultra-filtration.

Les concentrats des unités d'ultra-filtration sont stockés dans une citerne pour être éliminés en centre agréé.

En outre la ligne G2M est équipée d'une unité de traitement des solutions chromatées (bain de passivation chromique et rinçage à l'eau déminéralisée) par résine échangeuses d'ions.

Après épuration l'eau est recyclée vers les différents bains de cette ligne.

Les résines sont envoyées en centre agréé pour être régénérées.

Les seuls effluents en provenance des lignes de traitement de surface sont les effluents issus des rinçages en cascades.

En outre les effluents en provenance de la ligne G2M sont neutralisés avant rejet.

Ces effluents doivent respecter à la sortie des ateliers de traitement de surface les caractéristiques suivantes :

PARAMETRES	CONCENTRATION MAXIMALE mg/l
Matières en suspension	30,00
DCO	150,00
Phosphore	10,00
Hydrocarbures totaux	5,00
Métaux totaux	15,00
Chrome VI	0,10
Chrome III	3,00
Fer	5,00

Un système de contrôle en continu des effluents des lignes de traitement de surface (pH ou équivalent) doit déclencher une alarme efficace signalant tout rejet d'effluents non conformes, et entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

Titre V : INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Article 67 :

Sous cette dénomination, sont comprises les installations de la chaufferie implantée en partie sud du site soit :

- un générateur SACM d'une puissance de 14 500 kW assurant les besoins du process et en chauffage en période hivernale;

- un générateur BABCOCK d'une puissance de 8 133 kW assurant les besoins du process et en chauffage en période d'intersaisons;
- un générateur WANSON d'une puissance de 5 075 kW assurant les besoins du process et en chauffage en période estivale.

Article 68 : Aménagement de la chaufferie

Les hauteurs de cheminées sont fixées à :

- 17 m minimum pour les générateurs BABCOCK et WANSON
- 25 m minimum pour le générateur SACM

La chaufferie sera construite en matériaux résistants au feu : le sol en sera bétonné et étanche; la couverture résistante au feu sera munie au moins d'un exutoire de fumée à ouverture automatique et à commande manuelle.

Elle possèdera :

- une amenée d'air neuf aboutissant à la partie basse du local ;
- une évacuation d'air vicié en partie haute, à l'opposé de la prise d'air neuf, montant au-dessus de la toiture, sauf dispositions particulières efficaces assurant la ventilation sans gêner le voisinage.

L'aération du local devra être suffisante pour empêcher une élévation exagérée de la température.

Tous les mouvements de combustibles s'effectueront à l'aide de canalisations rigides, fixes et étanches.

Leur raccordement aux brûleurs peut être réalisé par des éléments souples d'une longueur aussi courte que possible, toujours inférieure à 1,20 m.

Les installations seront munies de systèmes de contrôle et de sécurité empêchant toute arrivée de combustible aux brûleurs en cas d'allumage retardé ou d'extinction accidentelle de la flamme, interdisant tout allumage avant que n'ait été suffisamment ventilée la chambre de combustion et ne permettant l'allumage que si les vannes d'arrêt des circuits d'alimentation en combustible sont dans la position convenable.

Ces dispositifs d'arrêt, montés sur les canalisations d'alimentation posséderont chacun une commande manuelle placée à l'extérieur du local.

Une pancarte bien lisible indiquera le mode d'utilisation de ces dispositifs.

Un appareil sonore donnera l'alarme en cas de fonctionnement défectueux des dispositifs de sécurité visés ci-dessus.

Les dispositifs d'allumage fonctionneront avant que les combustibles ne soient envoyés aux brûleurs ou au plus tard en même temps.

Les ventilateurs de soufflage et les autres dispositifs assurant la combustion et le tirage seront étudiés et dimensionnés pour éviter tout retour de flamme, tant à l'allumage qu'en marche normale.

Un dispositif permettant de couper le courant électrique aux brûleurs depuis l'extérieur de la chaufferie, sera mis en place.

Article 69 : Exploitation et contrôles des installations

Les générateurs de vapeur répondront aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 mai 1978 relatif au contrôle de l'alimentation en eau des générateurs de vapeur et protection en cas de défaillance de celle-ci.

Les installations de la chaufferie seront soumises aux visites de contrôle et aux examens approfondis prévus par l'arrêté interministériel du 12 juillet 1990 relatif à la mise en place d'une zone de protection spéciale sur l'agglomération strasbourgeoise.

L'entretien des installations de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire.

Les conduits de fumée seront munis de dispositifs permettant leur ramonage manuel et leur nettoyage. Les ramonages ne pourront être effectués que de jour.

Article 70 : Equipements

Les équipements de la chaufferie devront répondre aux prescriptions de la circulaire du 18 décembre 1977 relative à l'application de l'arrêté du 20 juin 1975 modifié notamment :

- un déprimomètre enregistreur;
- un indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie des générateurs ;
- un détecteur de température du fluide à l'entrée et à la sortie de la chaufferie;
- un dispositif indiquant les paramètres thermique du fluide colporteur à l'entrée et à la sortie de chaque générateur;
- un analyseur automatique des gaz de combustions donnant au moins la teneur en dioxyde de carbone ou toute autre indication équivalente;

Titre VI : DECAPAGE DES METAUX PAR TRAITEMENT THERMIQUE

Article 71 :

Sous cette dénomination sont comprises les installations de décapage des balancelles par lit de sable fluidifié.

L'installation est composée de :

- un lit de sable fluidisé par de l'air injecté en partie basse;
- une chambre de post-combustion .

Le combustible utilisé est le gaz naturel.

L'installation sera exclusivement utilisée pour le décapage des accessoires métalliques des chaînes de peinture de la société STEELCASE STRAFOR.

Article 72 : Conditions d'incinération

Les conditions d'incinération en termes de températures, de temps de combustion et de taux d'oxygène devront être conçues de manière à garantir une incinération totale des déchets et une oxydation complète des gaz de combustion.

Les gaz de combustion devront, à ce titre, être portés pendant au moins deux secondes à une température au moins égale à 850° C, dans une chambre de post-combustion. Ils devront contenir au moins 6 % d'oxygène pendant la période où ils seront portés à cette température.

L'installation sera gérée pour garantir la fiabilité de l'épuration. Un arrêt (panne ou autre) de la post-combustion devra entraîner l'arrêt de l'installation et le refroidissement des pièces.

Titre VII : COMPOSANTS ET APPAREILS IMPREGNES DE POLYCHLOROBIPHENYLES

Article 73 :

Sous cette dénomination, les installations de transformation de courant contenant du polychlorobiphenyle soit :

- un transformateur (n° 7) contenant 429 kg de PCB
- un transformateur (n° 8) contenant 1295 kg de PCB
- un transformateur (n° 15) contenant 683 kg de PCB

Article 74 :

Tous les appareils imprégnés de P.C.B. doivent être pourvus de dispositifs étanches de rétention des écoulements, dont la capacité est supérieure au volume de produit contenu.

Ces appareils devront être signalés par étiquetage tel que défini par l'article 8 de l'arrêté du 8 juillet 1975.

Une vérification périodique visuelle de l'étanchéité ou de l'absence de fuite sera effectuée par l'exploitant sur les appareils et dispositifs de rétention.

L'exploitant s'assure que l'intérieur de la cellule contenant le matériel imprégné de P.C.B. ne comporte pas de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie important et que la prévention et la protection incendie sont appropriées.

Il vérifie également que dans son installation, à proximité de matériel classé P.C.B., il n'y a pas d'accumulation de matière inflammable sans moyens appropriés de prévention ou de protection.

Article 75 :

Des mesures préventives doivent être prises afin de limiter la probabilité et les conséquences d'accidents conduisant à la diffusion des substances toxiques.

Les matériels électriques contenant du P.C.B. devront être conformes aux normes en vigueur au moment de leur installation. Les dispositifs de protection individuelle devront aussi être tels qu'aucun déclenchement automatique ne soit possible. Des consignes devront être données pour éviter tout réenclenchement manuel avant analyse du défaut de ce matériel.

Une protection des appareils doit être assurée par l'une des dispositions suivantes

- protection primaire par fusibles calibrés en fonction de la puissance,
- mise hors tension immédiate en cas de surpression, de détection de bulles gazeuses ou de baisse niveau de diélectrique.

Article 76 :

Les déchets provenant de l'exploitation (entretien, remplissage, nettoyage) souillés de P.C.B. seront stockés puis éliminés dans des conditions compatibles avec la protection de l'environnement et, en tout état de cause, dans des installations régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant sera en mesure d'en justifier à tout moment.

En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant préviendra l'inspecteur des installations classées, lui précisera, le cas échéant, la destination finale des P.C.B. et des substances souillées. L'exploitant demandera et archivera les justificatifs de leur élimination ou de leur régénération dans une installation régulièrement autorisée et agréée à cet effet.

Article 77 :

En cas d'accident (rupture, éclatement, incendie) l'exploitant informera immédiatement l'inspecteur des installations classées. Il lui indiquera les dispositions prises à titre conservatoire telles que, notamment, les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.

Titre VIII : STOCKAGES ET PREPARATIONS DES PEINTURES ET SOLVANTS

Article 78 :

Sous cette dénomination sont comprises les installations de dépôt, de mélange et de préparation des peintures, vernis et solvants utilisés.

Ces opérations seront effectuées dans des locaux spécialement aménagés. Il est interdit de déposer, ou de laisser séjourner des liquides inflammables en dehors des stockages prévus à cet effet.

Article 79 : Eléments de construction

Les éléments de construction présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- mur et parois incombustibles
- portes porte-flamme de degré une demi-heure,
- couverture légère et incombustible,
- sol incombustible formant cuvette de rétention capable de retenir la totalité des liquides entreposés.

Les portes seront à fermeture automatique et s'ouvriront vers l'extérieur.

L'installation électrique située à l'intérieur du local de stockage répondra aux dispositions de l'article 29 du présent arrêté.

Le chauffage des locaux ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis s'il présente des garanties équivalentes.

L'interdiction de fumer ou d'apporter des feux nus de quelque nature qu'ils soient à l'intérieur des locaux sera affichée à l'intérieur et sur les portes d'accès.

Les locaux utilisés pour le mélange et les préparations seront distincts des locaux de stockage et séparés de ceux-ci par des parois coupe-feu de degré deux heure. Les portes de séparation seront coupe-feu de degré 1/2 heure.

Article 80 : Stockage

Le stockage des liquides inflammables entreposés n'excédera pas au total 100 m3.

Le dépôt ne recevra aucune affectation étrangère au service du dépôt lui-même. En dehors de ce service il sera fermé. Il sera convenablement ventilé, toujours maintenu propre et débarrassé de tous chiffons ou déchets imprégnés de liquides inflammables, de tous matériaux ou substances combustibles. Ses accès seront maintenus propres.

Il sera maintenu fermé à clé par un préposé responsable.

Article 81 : Préparation des peintures

On ne conservera dans ce local que la quantité de liquides inflammables strictement nécessaire pour le travail de la journée sans jamais dépasser 10 m3.

L'atelier sera largement ventilé.

Les récipients contenant des liquides inflammables seront clos aussi complètement que possible.

Les opérations de broyage, malaxage, et autres de même nature, s'effectueront dans des appareils clos.

L'emploi d'air ou d'oxygène comprimé pour effectuer les transvasements ou les circulations des liquides est rigoureusement interdit.

Article 82 : Protection incendie

Le dépôt sera toujours maintenu propre, débarrassé de tous chiffons imprégnés ou non de liquides, de tous matériaux ou substances combustibles. Ses accès seront maintenus propres.

On conservera comme moyens de premier secours complémentaires contre l'incendie et pour absorber les liquides accidentellement répandus dans le dépôt et à proximité immédiate de celui-ci, en des endroits visibles et facilement accessibles

- un extincteur sur roue à poudre polyvalente pour feux d'hydrocarbures de capacité égale à 50 kg placé à l'extérieur du local près de la porte d'accès,
- des dispositifs absorbeurs pour peintures et hydrocarbures en nombre suffisant.

Titre IX : ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

Article 83 :

Sous cette dénomination sont compris les différents ateliers destinés à permettre la recharge des accumulateurs des chariots électriques.

Article 84 :

L'atelier sera construit en matériaux incombustibles, couvert d'une toiture légère et non surmonté d'étage. Il ne commandera aucun dégagement. La porte d'accès s'ouvrira en dehors et sera normalement fermée.

Il sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. Il ne pourra donc être installé dans un sous-sol.

L'atelier ne devra avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles.

Le sol de celui-ci sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Article 85 :

Le chauffage du local ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C.

La chaudière sera dans un local extérieur à l'atelier : si ce local est contigu à l'atelier ; il en sera séparé par une cloison pleine, incombustible et coupe-feu de degré 2 heures, sans baie de communication.

Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties équivalentes.

Article 86 :

L'éclairage artificiel se fera par des lampes extérieures sous verre dormant ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit.

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tels que "appareillage étanche au gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile", etc...

Article 87 :

Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

Article 88 :

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 89 :

Le permissionnaire ne pourra procéder à l'extension, au transfert ou à la transformation notable de son établissement sans une nouvelle autorisation.

Article 90 :

Il devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée en vue de la protection de l'environnement.

Article 91 :

En cas de vente de l'établissement comportant cession de la présente autorisation, avis devra en être donné à l'administration préfectorale dans un délai d'un mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

Article 92 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de STRASBOURG et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 93 :

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra, en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

Article 94 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 95 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin
le maire de la ville de STRASBOURG
le directeur de la Société STEELCASE-STRAFOR
l'inspecteur des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Ampliation
Pour le Secrétaire Général
L'Attaché de Préfecture



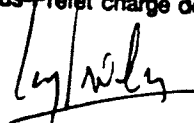
Etienne SPETTEL



Strasbourg, le 29 JUL. 1994

LE PREFET
P. Le Préfet

P. Le Secrétaire Général absent
Le Sous-Préfet chargé de son intérim



Guy TRIDON

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663
du 19 juillet 1976 relative aux
installations classées pour la
protection de l'environnement).
La présente décision ne peut être
déférée qu'au tribunal administratif.
Le délai de recours est de deux mois
pour le demandeur ou l'exploitant.
Le délai commence à courir du jour
où la présente décision a été notifiée.